

RESTRICTED

SR/LM/I

27 April 1949

FRENCH

Original: ENGLISH

COMPTE RENDU D'UNE REUNION ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION ET
LA DELEGATION D'ISRAEL

qui s'est tenue à Lausanne, le 27 avril 1949, à 11 h. 30.

Présents: M. Ethridge (EUA) - Président
M. de Boisanger (France)
M. Yalcin (Turquie)

M. Azcarate - Secrétaire principal
M. Sasson }
M. Hirsch } représentants d'Israël

Le PRESIDENT souhaite la bienvenue aux représentants d'Israël et exprime l'espoir que la réunion donnera des résultats positifs.

Exposant la situation de la Commission, il explique qu'elle a été chargée de présenter un plan pour l'internationalisation de Jérusalem; un sous-comité étudie actuellement cette question et demandera à toutes les délégations de lui faire connaître leurs vues. La Commission a, en outre, pour mission de trouver une solution au problème des réfugiés et de concilier les vues opposées des deux parties. Les Gouvernements arabes ont fait savoir qu'ils étaient disposés à procéder à un échange de vues avec le gouvernement d'Israël, afin de faciliter le règlement de toutes les questions qui restent pendantes. Les délégations de la Syrie, du Liban et de l'Egypte sont déjà arrivées à Lausanne; celle du Royaume Hachemite de Transjordanie n'a pas notifié directement ses intentions.

Le Président insiste sur le fait que les délégations ont toute latitude de négocier soit directement soit par l'intermédiaire de la Commission dont le seul désir est de voir progresser les négociations.

M. HIRSCH remercie le Président, au nom de sa délégation, des souhaits de bienvenue qu'il lui a exprimés de la part de la Commission et il précise que les autres membres de sa délégation arriveront plus tard. Cette délégation est nombreuse et se compose de hauts fonctionnaires du Gouvernement d'Israël et accompagnés d'un personnel. On voit par là que son gouvernement aborde les présentes négociations animé du désir d'arriver à un résultat.

Exposant brièvement le but que sa délégation se propose en venant à Lausanne, M. Hirsch cite une déclaration de M. Sharett où celui-ci déclarait que "la délégation du Gouvernement d'Israël s'efforcera par tous les moyens d'aboutir à une paix juste et durable". Son Gouvernement estime que les conversations de Rhodes constituaient une étape dans ce sens; logiquement, celles qui s'ouvrent aujourd'hui représentent l'étape suivante.

M. HIRSCH estime que si l'on veut que les entretiens de Lausanne aboutissent, il faut au préalable créer une atmosphère de confiance mutuelle. La Commission aura un rôle important à jouer à cet effet. Pour le Gouvernement israélien, la paix à assurer à la région où son peuple est fixé est une question d'une importance vitale et le délégué d'Israël est certain que les revendications légitimes de son pays seront prises en considération.

Le PRÉSIDENT exprime l'espoir que le Gouvernement israélien est maintenant en mesure de préciser sa position vis-à-vis des problèmes vitaux actuellement en jeu. Il rappelle que les Gouvernements arabes, à Beyrouth, ont manifesté peu de confiance en l'utilité de nouveaux entretiens si le Gouvernement d'Israël ne montrait sa bonne foi en acceptant le mandat de la Commission quant à la question des réfugiés. La Commission, cependant, a estimé que de nouveaux entretiens pourraient être utiles et qu'une discussion de la

...

question des frontières permettrait peut-être d'avancer vers une solution du problème des réfugiés. Le Gouvernement israélien n'a pas encore défini sa position vis-à-vis du problème des réfugiés d'une manière qui permette à la Commission de faire part de ces vues aux Arabes. Il serait bon que la délégation israélienne puisse maintenant donner une indication quant à la position de son Gouvernement vis-à-vis de cette question ainsi que de la question des frontières.

M. SASSON ne perd nullement de vue que la solution du problème des réfugiés rentre dans le mandat de la Commission; néanmoins, il comprend aussi d'autres questions au nombre desquelles figure le rétablissement définitif de la paix en Palestine et dans les pays du Proche Orient. Selon lui, il serait préférable que les entretiens portent tout d'abord sur la question essentielle, celle de la paix définitive plutôt que sur les questions particulières mentionnées par le Président. A ce propos, il déclare qu'à son avis, le problème des réfugiés et la question des frontières ne peuvent être examinés et résolus à la fois et en même temps à Lausanne et à Lake Success. Il estime que la Commission devrait informer l'Assemblée générale que ces questions sont en cours d'examen à Lausanne.

Le PRESIDENT précise qu'il ne tient, en aucune manière, à limiter le champ des discussions, mais, au contraire, à le rendre aussi large que possible. La question de Jérusalem, le problème des réfugiés, et les autres questions en litige sont autant d'éléments entrant dans le règlement définitif de la paix. En ce qui concerne la déclaration de M. Sasson, selon laquelle les Arabes ne sont pas venus à Lausanne pour négocier la paix, il fait remarquer qu'ils ont accepté que de nouveaux échanges de vues aient lieu afin de déterminer si la paix est possible. La Commission espère que les entretiens en cours seront assez féconds pour amener directement des négociations de paix.

Pour ce qui est de la dernière suggestion de M. Sasson, le Président est d'avis qu'il serait présomptueux de la part de la Commission d'indiquer à l'organe qui l'a créée, l'Assemblée générale, la procédure que cette dernière devrait suivre. Selon les renseignements dont il a eu connaissance, la question ne viendra pas en discussion devant la Première Commission avant que dix jours ne se soient écoulés; il peut se faire qu'à ce moment, une discussion complète ait lieu tout comme il se pourrait qu'elle n'ait pas lieu. Le Président demande à la délégation israélienne si, dans l'intervalle, elle est disposée à poursuivre les discussions.

M. HIRSCH précise que sa délégation craint que la procédure engagée à Lake Success ne crée des difficultés pendant les discussions en cours à Lausanne.

Le PRÉSIDENT indique qu'il ne manquera pas de discuter cette question avec ses collègues de la Commission. Il demande si la Commission peut maintenant transmettre aux délégations arabes de la part des représentants israéliens, l'assurance qu'ils sont disposés à entamer des discussions, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Commission.

M. SASSON précise le sens de cette déclaration en faisant remarquer que son Gouvernement n'est pas disposé à un échange de vues avec le Gouvernement de la Syrie tant qu'une convention d'armistice n'aura pas été signée. En réponse à une question de M. de Boisanger, il indique que la Commission a naturellement toute latitude d'entrer en relations avec le Gouvernement syrien et de discuter toutes les questions qu'elle tient à discuter; son Gouvernement estime cependant que la Syrie essaie de retarder ou de détourner de leur but les négociations d'armistice et il ne tient pas à discuter certains problèmes particuliers tant que l'armistice ne sera pas assuré. Israël croit que l'existence d'une convention d'armistice entre son Gouvernement et un Etat arabe témoigne d'un désir très net, de la

part dudit Etat, de faire des progrès vers une paix permanente. Jusqu'à présent, le Gouvernement syrien n'a pas fait preuve d'un tel désir.

M. SASSON estime que les échanges de vues ne devraient porter que sur les points qui intéressent directement les différentes délégations. L'on ne peut s'attendre que la question de Jérusalem intéresse les Etats arabes au même degré.

Le PRESIDENT rappelle que la résolution faisait état de l'intérêt que dans le monde entier tous les pays et toutes les religions portent à l'avenir de Jérusalem. Le Comité chargé de la question de Jérusalem demandera naturellement à être informé des vues de toutes les délégations quant au régime d'internationalisation que la Commission recommandera à l'Assemblée générale lors de la session de septembre,

En ce qui concerne les discussions parallèles de Lausanne et de Lake Success, M. YALCIN ne voit pas le rapport qu'il y a entre les discussions dans les deux endroits, puisqu'elles auront pour base deux questions absolument distinctes et que ni le succès ni l'échec des entretiens de Lausanne ne préjugeront nécessairement le sort de la cause d'Israël devant l'Assemblée générale.

Pour M. HIRSCH, ce qui préoccupe sa délégation c'est, qu'étant donné le tour qu'ont pris récemment les travaux de Lake Success, il semble probable que les questions que la Commission désire évoquer, seront également examinées par la Première Commission devant laquelle seront faites des déclarations officielles de politique générale. C'est par voie d'échanges de vues officieux que sa délégation de Lausanne désire procéder; elle a donc lieu de craindre que ces conversations officieuses ne soient influencées par les déclarations faites à Lake Success.

En ce qui concerne la question de Jérusalem, il ne désire aucunement l'écartier des discussions. Il propose toutefois d'établir, pour chacun des Etats Arabes, un ordre du jour distinct où figureraient tous les problèmes qui intéressent spécialement l'Etat intéressé et Israël.

M. YALCIN demande quels seront les points sur lesquels portera le débat si l'examen de toutes les questions présentant un intérêt spécial est ajourné. Il estime que la présence à Lausanne des délégations arabes constitue une preuve suffisante de leur sincère désir de paix.

M. HIRSCH déclare que son Gouvernement n'est pas encore convaincu de la sincérité de ce désir chez tous les Etats Arabes; les réunions actuelles auront pour but principal d'ancrer cette conviction dans les esprits de tous les partis.

M. SASSON affirme que le Gouvernement d'Israël et les Etats Arabes eux-mêmes, ne souhaitent certainement que la sécurité et la tranquillité dans le Proche-Orient. Israël, toutefois, croit que cette sécurité ne peut exister que si s'établissent entre lui et les Etats Arabes un état de paix et des relations amicales. Or, cette croyance semble ne pas être encore partagée par les Arabes. De nombreuses déclarations publiques faites par des personnalités arabes marquantes indiquant qu'il existe dans ces Etats une propagande qui encourage à des préparatifs en vue d'une reprise ultérieure des hostilités contre Israël. Dans ces conditions, pour sérieux que soit le problème, Israël ne peut consentir au retour des réfugiés s'il n'est pas assuré qu'ils se comporteront en loyaux citoyens d'Israël. Israël ne demande pas qu'un traité de paix soit signé avant que ces questions soient mises au point; il ne demande qu'une preuve et une assurance tangibles de la sincérité du désir de paix des Arabes.

.